

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1094^e
SÉANCE**

Judi 8 décembre 1966,
à 10 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 47 de l'ordre du jour:

*Campagne mondiale pour l'alphabétisation
universelle 449*

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (A/6303, chap. XIII, sect. IV; A/6323, A/6449, A/C.2/L.926)

1. Le **PRESIDENT** souhaite la bienvenue, au nom de la Commission, à S.A.I. la princesse Achraf Pahlavi d'Iran, qui présentera le projet de résolution relatif à la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle. En tant que représentant d'un des pays arabes qui partagent avec l'Iran une culture et une civilisation communes, il se félicite tout particulièrement de voir l'Iran représenté à cette occasion par une personnalité dont l'action en faveur du développement social et culturel de son pays est bien connue.

2. La princesse Achraf PAHLAVI (Iran) voit dans l'intérêt que la Deuxième Commission porte depuis quelques années à la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle un indice significatif de l'évolution de l'opinion mondiale à l'égard des problèmes de l'éducation. Ce n'est que pendant la décennie écoulée que les économistes ont commencé à considérer l'enseignement non pas comme un luxe qu'il convient de réserver à une fraction seulement de la population, mais comme un des facteurs déterminants, sinon le facteur essentiel, du développement. L'homme est à la fois l'agent et le but du développement. D'autre part, étant donné que, pendant la seconde moitié du XX^{ème} siècle, le développement est synonyme de la paix, l'éducation peut jouer un rôle prépondérant dans la réalisation de la paix mondiale.

3. Or, la triste réalité est que, malgré tous les progrès réalisés depuis la seconde guerre mondiale, 50 p. 100 des enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école. Le taux d'analphabétisme des adultes s'accroît constamment; en fait, deux adultes sur cinq ne savent ni lire ni écrire. Mais il y a plus grave encore: c'est l'effet économique de l'analphabétisme sur les pays indigents; l'ignorance va presque toujours de pair avec la misère, la sous-alimentation, la mauvaise santé et l'incapacité à faire un usage efficace de l'aide économique du fait que la population est insuffisamment instruite. L'analphabétisme

n'est donc pas seulement la négation d'un droit fondamental de l'homme, c'est aussi un obstacle au développement économique et un danger pour la paix.

4. Malheureusement, à l'heure actuelle, les énergies et les ressources qui auraient pu être consacrées à dispenser aux analphabètes du monde le minimum de connaissances qui seraient l'instrument de leur émancipation sont détournées des œuvres pacifiques et humaines. On a pu calculer, par exemple, que, pour le prix d'un nouveau prototype de bombardier, on pourrait payer le salaire annuel de 250 000 instituteurs. La représentante de l'Iran reste néanmoins convaincue que le processus évolutif rendra finalement inutile la course aux armements et que l'homme arrivera à transformer l'art de tuer en art de vivre.

5. Le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, tenu à Téhéran en 1965, a souligné que l'éradication de l'ignorance exige avant tout un effort national des pays qui en souffrent et que cet effort doit être prévu dans les plans nationaux de développement. Toutefois, le succès ne peut être atteint qu'au prix d'une coopération internationale ou bilatérale telle que celle qui a été mise en œuvre pour combattre les effets des tremblements de terre, des famines endémiques ou d'autres catastrophes naturelles. En Iran, la campagne contre l'analphabétisme lie les deux aspects, le national et l'international. Sur le plan national, les forces armées fournissent des recrues pour une "armée du savoir" ainsi que des fonds pour le développement de l'enseignement primaire dans tout le pays; en outre, un comité spécial a été créé pour lutter contre l'analphabétisme des adultes. Ces efforts sont coordonnés avec l'ensemble de l'action planifiée en vue du développement économique et social. A la suite d'un appel lancé à la solidarité nationale, 6 millions de dollars ont été réunis, ce qui montre l'enthousiasme national que suscite la campagne.

6. L'Iran croit sincèrement qu'il ne suffit pas d'éliminer l'analphabétisme dans le cadre de ces frontières, mais qu'un effort général doit être fait pour effacer de partout l'ignorance. En décidant de donner un jour de son budget militaire — soit 700 000 dollars — à l'UNESCO pour la lutte contre l'analphabétisme dans le monde, le Gouvernement iranien a voulu rappeler l'importance de la solidarité internationale en la matière. Il faut espérer que d'autres pays, ainsi que des fondations et organisations privées, suivront l'exemple des chefs d'Etat qui ont déjà répondu à l'appel que S.M.I. le chahincha d'Iran leur a lancé en faisant des contributions au fonds de l'UNESCO, et qu'ils apporteront ainsi à cette organisation les 4 ou 5 milliards de dollars dont elle

a besoin pour éliminer l'analphabétisme dans le monde entier.

7. Le but du projet de résolution A/C.2/L.926 est d'amener tous les Etats Membres à prendre conscience de la nécessité de supprimer un obstacle majeur à l'épanouissement du tiers monde. Les dispositions de ce projet s'expliquent par elles-mêmes, et la représentante de l'Iran exprime l'espoir qu'elles seront adoptées à l'unanimité.

8. M. FILALI (Maroc) propose que l'admirable déclaration faite par la princesse Achraf Pahlavi soit publiée in extenso en tant que document de la Commission.

Il en est ainsi décidé^{1/}.

9. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) remercie S.A.I. la princesse Achraf Pahlavi d'avoir si éloquemment mis en lumière les problèmes que pose l'analphabétisme. Il souligne que, dans le monde entier, les pays ont entrepris la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation fonctionnelle, reconnaissant que l'aptitude à lire et à écrire est la clef du développement individuel et la pierre angulaire du développement et de l'identité nationaux. En ce qui concerne les Etats-Unis, le programme VISTA est un exemple des efforts que ce pays déploie pour effacer les derniers vestiges de l'analphabétisme; l'appui qu'il n'a cessé d'apporter à l'UNESCO et aux autres institutions travaillant dans ce domaine a été réaffirmé par le président Johnson dans un message au Congrès, dans lequel il a proposé que tous les moyens soient mis en œuvre pour jeter de nouveaux ponts de compréhension internationale.

10. La délégation des Etats-Unis appuie donc les principes du projet de résolution A/C.2/L.926; toutefois, elle voudrait suggérer quelques modifications de nature à préciser le texte. Le deuxième considérant devrait se terminer après le mot "s'accroître", et la partie supprimée devrait faire l'objet d'un nouveau troisième alinéa ainsi conçu: "Constatant en outre que l'alphabétisation a une influence directe sur le progrès économique et social". Le quatrième considérant devrait être modifié de la manière suivante: "Considérant que l'ampleur du problème demande que soient mobilisées des ressources humaines, financières et techniques considérables".

11. Au paragraphe 2 du dispositif, le mot "continu" devrait être remplacé par "efficace", et les mots ci-après devraient être ajoutés à la fin du paragraphe: "compte tenu de la priorité accordée à l'élimination de l'analphabétisme dans les plans de développement". Le paragraphe 3 du dispositif devrait être remanié comme suit:

"Exprime l'espoir que des ressources complémentaires seront mises à la disposition du fonds pour la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle afin de permettre à l'UNESCO, à la lumière des résultats du programme expérimental, d'étendre ses activités en faveur de l'alphabétisation."

12. Au paragraphe 4 du dispositif, les mots venant après "la conscience universelle" devraient être

supprimés et remplacés par les mots "pour que soient soutenus les efforts déployés dans le monde entier pour éliminer l'analphabétisme".

13. Ces modifications n'affaibliraient nullement le projet de résolution. Les Etats-Unis reconnaissent l'importance des efforts déployés pour mettre fin à l'analphabétisme, mais il faut que ces efforts soient menés judicieusement en réponse aux demandes prioritaires des Etats Membres. Si ses amendements sont acceptés, la délégation des Etats-Unis demandera à figurer parmi les auteurs du projet de résolution.

14. M. FRANZI (Italie) dit que la remarquable contribution apportée par l'Iran à la lutte contre l'ignorance dans le monde sera pour les autres gouvernements un encouragement à redoubler leurs efforts.

15. Si l'UNESCO a choisi un programme expérimental d'alphabétisation, ce n'est pas tant parce que ses ressources étaient insuffisantes que parce qu'il fallait convaincre les gouvernements des pays intéressés de la nécessité pour eux de jouer le rôle principal dans l'élimination de l'analphabétisme et pour leur donner l'entière liberté de choisir le genre de programme correspondant le mieux à leurs besoins. Il est évident qu'un programme type ne peut convenir à des situations qui varient selon la région, le degré de développement et les ressources locales disponibles.

16. Le projet de résolution reconnaît que telle est la bonne méthode en lançant un appel, au paragraphe 2 du dispositif, pour que l'on poursuive l'appui à la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, sans exprimer de préférence pour un type donné d'appui ou pour une méthode particulière pour utiliser les contributions. Il réaffirme donc que le programme expérimental n'est pas le résultat d'un compromis, mais celui d'une décision délibérée pour aborder avec pragmatisme et souplesse un problème qui évolue rapidement.

17. L'Italie a employé une telle méthode empirique dans le passé récent pour résoudre son propre problème de l'analphabétisme; même dans un petit pays comme l'Italie, l'étendue du problème varie considérablement d'une région à l'autre, et cette méthode a fait ses preuves. Le Gouvernement italien sera heureux de partager son expérience avec d'autres, et c'est dans cet esprit que la délégation italienne figure au nombre des auteurs du projet de résolution.

18. M. POLIT (Equateur) dit que le projet de résolution, dont sa délégation est l'un des auteurs, est une manifestation de confiance dans les principes contenus dans la résolution 2043 (XX) de l'Assemblée générale. Son pays est l'un de ceux dans lesquels le programme expérimental de l'UNESCO est appliqué, et l'importance que le Gouvernement équatorien attache à ce programme est indiquée par l'augmentation des crédits affectés à l'enseignement et la place faite à l'éducation dans le plan national de développement économique et social.

19. Le problème de l'analphabétisme est si vaste par rapport aux ressources financières et au personnel compétent disponibles dans la plupart des pays intéressés que c'est seulement par une action concertée des organisations internationales et des pays avancés qu'on pourra l'empêcher de s'aggraver. Il n'est pas possible de comparer la situation actuelle

^{1/} Le texte in extenso de la déclaration faite par la princesse Achraf Pahlavi a été distribué ultérieurement sous la cote A/C.2/L.934.

dans les pays en voie de développement, dans lesquels le développement économique et social est de plus en plus entravé par l'accroissement de la population, avec celle qui existait dans les pays industrialisés à la même étape de leur développement, quand l'emploi et les revenus y augmentaient rapidement.

20. Le projet de résolution dont la Commission est saisie lance un appel à tous ceux dont l'aide est si essentielle. La délégation équatorienne espère que le geste généreux fait par l'Iran et d'autres pays sera imité par les gouvernements de tous les Etats Membres.

21. M. OLUMIDE (Nigéria) dit que sa délégation, qui figure parmi les auteurs du projet de résolution, reconnaît toute la valeur de l'œuvre entreprise par l'UNESCO dans sa campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle. L'éducation et la formation à de nouvelles techniques sont également importantes pour la croissance économique. Le rapport entre l'alphabétisation et le revenu national est un fait établi, et il est donc satisfaisant que, conformément à la nouvelle méthode de l'UNESCO consistant à allier des programmes d'alphabétisation fonctionnelle aux priorités du développement, 45 pays, y compris le Nigéria, aient décidé d'accorder un rang de priorité élevé à des projets d'alphabétisation orientés vers le travail lié au développement économique et que l'UNESCO aide les gouvernements à préparer et à exécuter des projets pilotes d'alphabétisation fonctionnelle. Les institutions spécialisées peuvent jouer un rôle important dans le programme expérimental de cinq ans, et il faut espérer que d'autres institutions suivront l'exemple de la FAO en intégrant des programmes d'alphabétisation dans les projets de développement dont ils sont responsables.

22. Outre qu'elle favorise la croissance économique, l'éducation est l'un des services sociaux de base nécessaires au développement d'ensemble. Les programmes d'alphabétisation devraient donc comporter des mesures d'hygiène préventive.

23. S'il est vrai que les ressources affectées à l'éducation des adultes sont insuffisantes, beaucoup de pays en voie de développement n'ont guère de choix à cet égard, et le problème des priorités est encore compliqué du fait que les ressources dont ils pourraient tirer des revenus ne peuvent être exploitées sans une amélioration de l'éducation, des conditions sanitaires et des autres services sociaux. Dans beaucoup de pays, l'enseignement primaire universel ne sera possible dans un avenir raisonnable qu'avec une aide extérieure à grande échelle. Tous les Etats, et plus particulièrement les pays riches, doivent donc répondre à l'appel qui leur a été adressé pour des contributions accrues.

24. La campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle ne doit pas signifier une transplantation intégrale des valeurs et cultures étrangères dans les sociétés des pays en voie de développement: les méthodes d'enseignement doivent autant que possible être en rapport avec les besoins spécifiques du pays intéressé et les traditions culturelles de sa population. Le véhicule de l'enseignement doit être de langue nationale. Ainsi, le programme non seulement instruira la population, mais l'aidera à pré-

server sa culture; à cet égard, la délégation du Nigéria note avec satisfaction les travaux effectués sur la linguistique africaine et la transcription des langues vernaculaires.

25. La délégation du Nigéria examinera soigneusement les amendements proposés par le représentant des Etats-Unis.

26. M. VILFAN (Yougoslavie) dit que sa délégation, qui figure parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.926, attache la plus haute importance à la lutte contre l'analphabétisme. Toute contribution est précieuse quelle que soit sa forme. C'est à juste titre qu'on attache de plus en plus d'importance au rôle fonctionnel de l'alphabétisation dans le développement économique, et des institutions telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la FAO et l'OIT devraient être encouragées à intégrer des programmes appropriés d'alphabétisation dans leurs projets. A l'échelon national, il est important que les programmes d'alphabétisation forment partie intégrante de l'organisation économique dans son ensemble, ainsi que l'a montré l'expérience de la Yougoslavie dans l'élimination de l'analphabétisme. La délégation yougoslave appuie sans réserve les efforts des Nations Unies pour réaliser l'alphabétisation universelle, efforts dans lesquels l'UNESCO, qui a déjà enregistré des succès importants, jouera naturellement le rôle central.

27. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que, malgré les efforts soutenus et parfois couronnés de succès des organisations internationales et des gouvernements, l'analphabétisme reste l'un des problèmes mondiaux les plus urgents. Le fait que, dans certains pays, l'accès à l'éducation soit refusé aux pauvres ou pour des raisons raciales impose à l'Organisation des Nations Unies et plus particulièrement à l'UNESCO de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éliminer l'analphabétisme, que beaucoup de pays ont hérité de l'ère coloniale. Pour que les pays en voie de développement puissent disposer de personnel convenablement formé en nombre suffisant, ces restrictions doivent disparaître.

28. Au lieu de consister en une simple étude effectuée par les organisations internationales, la campagne mondiale doit être fermement axée sur des efforts pratiques nationaux. A cet égard, il faudrait utiliser pleinement l'expérience d'un certain nombre de pays qui ont éliminé leur analphabétisme. Les pays devraient tirer le meilleur parti possible de leurs propres ressources intérieures plutôt que de compter sur l'aide extérieure. En Ukraine, où une personne seulement sur quatre savait lire et écrire avant la révolution de 1917, l'analphabétisme a été entièrement éliminé en 20 ans grâce à l'adoption d'une législation instituant l'enseignement obligatoire universel de sept ans et des institutions spéciales pour éliminer l'analphabétisme. Aujourd'hui, 13,8 millions de personnes, soit le tiers de la population de l'Ukraine, reçoivent divers types d'éducation, et 50 000 professeurs de l'enseignement secondaire sortent chaque année des établissements d'enseignement supérieur.

29. L'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO doivent continuer à étudier les moyens d'appuyer

les efforts nationaux pour améliorer l'alphabétisation et diffuser l'expérience des gouvernements qui ont réussi à éliminer l'analphabétisme. La planification de l'enseignement, là où elle n'existe pas, pourrait jouer un rôle important dans le relèvement nécessaire du niveau de l'enseignement et de la culture en développant l'alphabétisation. Il faudrait utiliser plus rationnellement l'aide multilatérale, qui doit venir des contributions volontaires actuelles aux programmes d'assistance technique des Nations Unies, en évitant les frais généraux injustifiés et les dépenses improductives.

30. La délégation ukrainienne appuie les idées et les objectifs contenus dans le projet de résolution, mais pense qu'il faudrait en rendre le libellé plus clair, notamment aux paragraphes 2 et 3 du dispositif, pour qu'il puisse recevoir un appui unanime.

31. M. TADJO (Côte d'Ivoire) rappelle que son pays a accueilli en 1964 la Conférence régionale sur la planification et l'organisation des programmes d'alphabétisation en Afrique et la Conférence des ministres de l'éducation des pays d'Afrique. La Côte d'Ivoire attache une importance particulière à l'alphabétisation, qui est non seulement un droit fondamental de l'homme, mais un facteur essentiel du développement économique. Toutes les ressources disponibles doivent être mobilisées pour lutter contre l'analphabétisme, qui entrave considérablement les progrès de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Bien que beaucoup de pays en voie de développement consacrent une part importante de leur revenu national à l'enseignement et qu'un certain nombre de pays d'Afrique et d'Amérique latine aient adopté en cette matière des programmes à long terme, il est peu probable que l'enseignement devienne universel dans ces pays avant 20 ans, et le nombre des analphabètes est, par conséquent, susceptible d'y augmenter.

32. Il faut espérer que des ressources plus importantes seront mises à la disposition de la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, qui sera l'un des programmes les plus importants de l'UNESCO. Le geste significatif du chahinchah d'Iran, qui a fait don à la campagne mondiale d'une somme correspondant à une journée de dépenses militaires, montre que les fonds destinés à des fins militaires peuvent être libérés en faveur du développement par d'autres moyens que le désarmement. M. Tadjou exprime à ce propos l'espoir que la Commission envisagera à l'avenir sous un angle nouveau et dynamique la question de l'affectation à des fins pacifiques des ressources libérées par le désarmement.

33. M. ABE (Japon) dit que sa délégation partage pleinement l'inquiétude de l'UNESCO, qui souligne dans son rapport sur la mise en œuvre de la résolution 2043 (XX) de l'Assemblée générale que le nombre des analphabètes adultes s'est accru au cours de la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement, bien que les efforts déployés en faveur de l'alphabétisation aient permis d'en réduire le pourcentage^{2/}. L'élimination de l'analphabétisme dans son pays a été l'un des principaux facteurs de son progrès social et économique rapide,

et le Japon reconnaît pleinement la nécessité de réduire l'analphabétisme dans les pays en voie de développement, en vue de promouvoir leur développement économique et l'importance que revêt à cet égard l'éducation des adultes et la formation professionnelle. La délégation japonaise se félicite donc des méthodes fonctionnelles adoptées par beaucoup de pays en voie de développement, qui commencent à vaincre l'analphabétisme avec l'aide de l'UNESCO.

34. Elle n'a pas eu le temps d'étudier à fond le projet de résolution, mais ne pense pas avoir de difficulté à l'approuver.

35. M. VIAUD (France) a pleinement conscience que le bien-être matériel de l'humanité peut être amélioré grâce à l'enseignement. Le Gouvernement français a pour politique de faire bénéficier tout pays qui le désire des avantages de la culture française, et le budget global de la France pour l'assistance technique et culturelle se monte chaque année à 100 millions de dollars. Cinquante mille professeurs français enseignent actuellement dans des pays étrangers, certains étant rémunérés par le Gouvernement français et d'autres par les gouvernements des pays bénéficiaires. Le Gouvernement français a récemment décidé d'utiliser une partie de son personnel militaire aux fins de la coopération technique, et plusieurs milliers de soldats servent actuellement à l'étranger dans cette nouvelle armée du savoir. Cependant, il reste encore beaucoup à faire, et la lutte doit se poursuivre sans rémission pour éliminer définitivement l'analphabétisme.

36. La France soutient activement les activités de l'UNESCO et votera en faveur du projet de résolution A/C.2/L.926.

37. M. USTUN (Turquie) estime que la question à l'étude est l'une des plus importantes inscrites à l'ordre du jour de la Commission. Les incidences économiques, sociales et politiques de l'alphabétisation sont évidentes. La Turquie fait depuis 10 ans des efforts considérables pour combattre l'analphabétisme, mais elle n'a pas réussi à l'éliminer complètement. La situation s'est aggravée du fait du taux élevé de l'accroissement démographique, qui atteint presque 3 p. 100 par an. Le Gouvernement turc a réservé 3,7 p. 100 du produit national brut à l'éducation et portera bientôt ce chiffre à 4,7 p. 100. Depuis que l'UNESCO a approuvé, en 1964, le programme expérimental mondial d'alphabétisation, la Turquie accorde la priorité aux projets d'alphabétisation qui sont directement liés au développement économique. Elle espère que les efforts qu'elle déploie à l'échelon national seront complétés par une action internationale.

38. Les nations analphabètes ne s'enrichiront jamais, alors que les nations instruites parviennent rapidement à la prospérité. L'alphabétisation doit être la base de tout progrès économique et social, et, les ressources étant limitées par rapport à l'immensité des besoins, une action internationale concertée et l'aide des pays développés sont indispensables.

39. L'adoption du projet de résolution A/C.2/L.926, dont la Turquie est l'un des auteurs, devrait permettre d'enrôler le concours de l'opinion publique dans les pays développés comme en voie de déve-

^{2/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour, document E/4214, par. 5.

loppement. M. Ustûn rend hommage à la contribution apportée par l'Iran et par l'UNESCO et d'autres organismes internationaux à la campagne d'alphabétisation universelle et exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

40. M. EGUINO LEDO (Bolivie) exprime le vif intérêt que son pays porte à la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, à laquelle il est prêt à contribuer. L'analphabétisme, la pauvreté et la faim sont trois des grands problèmes qui se posent aux pays en voie de développement et doivent être combattus simultanément. La Bolivie espère être choisie pour l'exécution d'une des études pilotes que l'UNESCO va entreprendre, car son taux d'analphabétisme est élevé. Elle mobilise ses ressources nationales pour combattre l'analphabétisme et espère gagner en fin de compte le combat grâce à une assistance internationale.

41. M. HOGENDORP (Pays-Bas) souligne que l'alphabétisation n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen d'aider les individus à jouer le rôle qui leur incombe dans leur propre société et, par conséquent, dans la communauté internationale. Sa délégation partage l'opinion exprimée par le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme et appuyée par l'UNESCO, selon laquelle des programmes d'alphabétisation fonctionnelle doivent être compris dans les plans prioritaires de développement. Le lien qui existe entre l'alphabétisation et le développement se dégage de plus en plus clairement. Le chef de la délégation des Pays-Bas au Congrès de Téhéran était, par exemple, le Ministre chargé de l'aide au développement, ancien ministre de l'éducation.

42. La délégation néerlandaise approuve la décision du Conseil d'administration du PNUD, selon laquelle ce programme financera les projets pilotes prévus pour l'Algérie, l'Iran, le Mali, l'Equateur et la République-Unie de Tanzanie. Les résultats de ces projets seront particulièrement utiles pour démontrer le rapport entre l'instruction et la productivité. Elle se félicite que le PNUD aide également la FAO et l'OIT pour l'exécution de projets analogues. La délégation néerlandaise préférerait que la plus grande partie des fonds destinés aux projets intéressant l'éducation vienne du PNUD plutôt que d'un nouveau fonds distinct alimenté par des contributions volontaires.

43. La délégation néerlandaise appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.926.

44. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) reconnaît le lien étroit qui existe entre l'alphabétisation et le développement économique. L'Iran a contribué grandement à l'étude de cette question en accueillant le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisation et en versant une contribution de 700 000 dollars à la campagne mondiale. Cette campagne doit se fonder sur les efforts déployés par chaque Etat à l'échelon national et sur leur participation la plus large possible.

45. L'Union soviétique est consciente de l'importance de cette question et a participé activement à son examen dans diverses réunions internationales. A ses débuts, l'URSS a dû résoudre des problèmes analogues

à ceux qui se posent actuellement aux pays en voie de développement. Avant la révolution d'octobre 1917, 76 p. 100 de la population était analphabète et l'analphabétisme sévissait tout particulièrement aux frontières de la Russie tsariste et dans les régions de l'Asie du Nord-Est et du Centre. Malgré des difficultés énormes et sans aide de l'extérieur, le jeune Etat soviétique a mené une lutte acharnée contre l'analphabétisme, lutte dont le succès a contribué à la transformation économique, sociale et politique de la société soviétique.

46. L'Etat a joué le rôle principal dans cette campagne, et des commissions spéciales ont été créées à l'échelon central et local. Des écoles enseignant la lecture et l'écriture ont été créées dans toute l'Union soviétique, et des millions de travailleurs sont venus s'y instruire. Au début, la campagne portait avant tout sur les habitants âgés de plus de 16 ans et de moins de 35 ans, puis l'âge limite a été porté successivement à 50 ans et au-dessus. Les activités d'organismes publics et d'associations intellectuelles sont venues compléter celles de l'Etat, et la campagne s'est poursuivie simultanément dans toutes les républiques de l'Union. Son succès a été dû, en partie, au fait que l'instruction a été donnée dans les langues vernaculaires de manière que les divers groupes nationaux puissent conserver leur propre littérature et leurs propres institutions culturelles. Dès 1930, l'analphabétisme avait disparu de l'Union soviétique.

47. L'Union soviétique fait maintenant de son mieux pour aider d'autres pays à atteindre cet objectif. Elle aide les pays en voie de développement en créant des centres éducatifs à divers échelons, en détachant des professeurs soviétiques et en fournissant du matériel de laboratoire et autres auxiliaires d'enseignement. Elle participe activement à la formation des cadres nationaux de l'enseignement dans les pays en voie de développement et accueille un grand nombre d'étudiants étrangers qui pourront à leur tour enseigner dans leur pays et contribuer ainsi à éliminer l'analphabétisme.

48. L'alphabétisation peut également être facilitée par l'organisation de cycles d'études et d'expositions et par l'échange de savants et de professeurs. En 1965, de larges échanges culturels ont eu lieu entre l'Union soviétique et les pays d'Asie et d'Afrique. En mai 1966, un cycle d'études international sur l'élimination de l'analphabétisme a été organisé à Tachkent, et 40 pays en voie de développement y ont pris part. L'aide multilatérale peut également jouer un rôle important, mais elle doit être organisée soigneusement de manière à éviter tout gaspillage de ressources. L'UNESCO a beaucoup fait pour favoriser la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle et a ouvert, dans son budget de 1967-1968, un compte spécial destiné à recevoir des contributions volontaires à cette campagne. Cependant, l'UNESCO devrait attacher plus d'attention aux liens qui existent entre l'alphabétisation et le développement.

49. Par ailleurs, les gouvernements des pays en voie de développement ont le devoir d'adopter des mesures législatives destinées à assurer l'organisation efficace

de campagnes nationales d'alphabétisation en se fondant sur l'expérience d'autres pays plus développés. Les efforts entrepris à l'échelon national doivent être complétés par une aide multilatérale et bilatérale de manière que le nombre des analphabètes dans le monde diminue d'ici à la fin de la présente décennie. Des sommes considérables seront nécessaires à cette fin, et il est regrettable que l'atmosphère tendue qui

prévaut actuellement dans le monde ait entravé le rassemblement de ces fonds.

50. M. Lobanov espère que de nouvelles consultations au sujet du projet de résolution A/C.2/L.926 aboutiront à la présentation d'un texte acceptable pour toutes les délégations.

La séance est levée à 13 h 10.